



Signataires : Geoffray Sirolli, Pierre Nicollier, Adrien Genecand, Diane Barbier-Mueller, Jacques Béné, Jean-Pierre Pasquier, Darius Azarpey, Murat-Julian Alder, Pascal Uehlinger, Thierry Oppikofer, Stéphane Florey, Christo Ivanov, François Wolfisberg, Jacques Blondin

Date de dépôt : 12 mai 2026

Proposition de motion

L'entretien des conduites d'eau appartient aux SIG !

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant :

- qu'à la suite d'un changement de stratégie, un grand nombre de servitudes au profit des SIG et préconisant à leur charge l'entretien et le maintien des conduites d'eau potable dans les chemins privés ont été radiées au registre foncier entre 2021 et 2023 ;
- que l'article 39, alinéa 1, lettre b, de la loi sur les routes (LRoutes ; L 110) dispose que l'autorisation d'établir un chemin privé est subordonnée « à l'inscription au registre foncier d'une servitude de passage pour la pose, le maintien et l'adaptation aux exigences nouvelles des canalisations souterraines des services publics usuelles pour le quartier » ;
- que, depuis lors, des servitudes telles que prévues à la disposition citée de la loi sur les routes ne sont plus inscrites au registre foncier ;
- que ladite disposition de la loi sur les routes avait été adoptée en 1974 sur la proposition et avec le soutien du Conseil d'Etat qui exposait dans son rapport, citant expressément l'article 676 du code civil suisse, que les inscriptions, au registre foncier, des servitudes de passage pour les canalisations souterraines dans les chemins privés, apparaissent dans l'immatriculation desdits chemins au registre foncier et que cette exigence figure dans la loi sur les routes (Mémorial 1973, p. 1482) ;

- que le rapporteur du projet de LRoutes avait souligné devant le Grand Conseil que « l'entreprise publique qui fournit notamment l'eau, le gaz et l'électricité est propriétaire des conduites sur fonds d'autrui, selon l'article 676 du code civil » (Mémorial 1974, page 2408) ;
- que l'article 1, alinéa 7, de la loi sur l'organisation des Services industriels de Genève (LSIG) dispose que la zone de desserte des Services industriels comprend l'ensemble du territoire du canton de Genève ;
- l'adoption unilatérale par le conseil d'administration des Services industriels de Genève de l'article 26, alinéa 2, 2^e et 3^e phrases, du règlement pour la fourniture de l'eau, sans en tenir informés les clients,

invite le Conseil d'Etat

- à fournir le montant provisionné pour l'entretien des canalisations sur des propriétés privées avec droit de passage pour les SIG ;
- à fournir le nombre de droits de passage résiliés ;
- à fournir un rapport sur l'application pratique de l'article 39, alinéa 1, lettre b, de la loi sur les routes ;
- à rapporter la teneur de la stratégie visant à qualifier les conduites d'eau potable placées en souterrain des chemins privés du canton de non stratégiques, conduites dont la fiabilité et la qualité ne seront plus assurées (règlement des SIG sur la fourniture de l'eau potable, article 26, alinéa 2) ;
- à préciser si et dans quelle mesure les propriétaires habitant le long des chemins privés du canton sont appelés par les SIG à supporter la charge de l'entretien et de la maintenance des conduites d'eau potable placées en souterrain des chemins privés ;
- à déterminer si cette charge financière s'ajoute à la part du tarif officiel dans sa partie consacrée à l'entretien et à l'amortissement des conduites placées dans les chemins privés du canton, et à répondre, dans l'affirmative, sur la façon dont il compte éviter la surfacturation en résultant pour les années depuis 2021 et pour les années à venir ;
- à évaluer le montant que les SIG ont prévu de payer aux propriétaires pour ce désengagement ;
- à statuer sur les responsabilités des SIG par rapport aux dépenses déjà facturées et encaissées de la part des propriétaires privés ayant été confrontés à une telle surfacturation.

EXPOSÉ DES MOTIFS

En demandant la radiation de servitudes d'eau potable auprès du registre foncier, les Services industriels de Genève faillissent gravement à leur devoir d'entretien des conduites d'eau, devoir qui leur incombe pourtant selon l'article 1, alinéa 7, de la loi sur l'organisation des Services industriels de Genève (LSIG). Il dispose ainsi que « la zone de desserte des Services industriels comprend l'ensemble du territoire du canton de Genève ».

Toujours dans la LSIG, l'article 2, alinéa 2, dispose que les SIG « sont propriétaires des biens et titulaires des droits affectés à leur but et répondent personnellement et **exclusivement** de leurs dettes et engagements ». Leurs engagements comptent notamment la pose et le maintien des canalisations d'eau.

Par ailleurs, le règlement pour la fourniture de l'eau, adopté par les SIG, dispose à l'article 14, alinéa 2, que le réseau de distribution d'eau « est propriété des Services industriels, qui en assurent la construction, le développement, l'entretien, l'exploitation et la suppression éventuelle ».

A la lecture de ces différentes dispositions, il paraît donc évident que l'ensemble des tâches nécessaires au bon fonctionnement et à l'entretien de ces conduites d'eau n'incombe pas aux propriétaires privés, mais aux SIG, dès lors que **ces conduites leur appartiennent** et que l'obligation d'entretien découle de leur qualité de propriétaire.

Le conseil d'administration des Services industriels de Genève a, par la suite, adopté de manière unilatérale les alinéas 2, 2^e et 3^e phrases, de l'article 26 du règlement pour la fourniture de l'eau, concluant donc par un raisonnement a contrario que la fiabilité du réseau de distribution n'est plus garantie, dès lors que les conduites d'eau privées ne servent pas à relier des conduites du réseau public.

Une telle règle aurait dû être soumise à l'approbation du Conseil d'Etat selon l'article 38, lettres a et b, ce qui n'a vraisemblablement pas été fait.

Ceci n'a pas empêché les SIG de mettre en application la nouvelle teneur de l'article 26, sans consulter les clients au préalable. Ils ont préféré l'annoncer discrètement au verso des brochures envoyées aux clients, pratique plus que douteuse.

Les nombreuses demandes de radiation des servitudes émanant des SIG ne suffisent cependant pas à changer leur statut de propriétaires. Ils demeurent donc responsables de l'entretien des conduites d'eau.

Les SIG invitent ainsi les propriétaires à contrôler les couvertures d'assurance, notamment l'assurance-bâtiment. Or un propriétaire privé ne conclut pas une telle assurance pour sa parcelle, mais plutôt des assurances-ménage et responsabilité civile. Celles-ci, bien évidemment, ne couvrent pas les dommages résultant de l'usure ou de la corrosion des conduites.

Elles ne couvrent pas non plus ces conduites si celles-ci sont la propriété d'un tiers, en l'occurrence ici les SIG, et non les propriétaires privés.

Les SIG soutiennent que les conduites situées dans un chemin privé appartiennent au domaine privé, et relèvent donc de la responsabilité des propriétaires riverains.

Cette position est cependant contestable puisque le règlement pour la fourniture de l'eau dit bien que le « domaine privé » désigne uniquement le terrain sur lequel est construite l'habitation du propriétaire et commence à la limite de sa propriété (article 9, alinéa 3 ; article 15 alinéa 3 ; article 16).

Les installations privées se trouvant en aval d'un branchement et uniquement sur la partie du terrain appartiennent, elles, au propriétaire (article 19 ; article 26 alinéa 1, 2^e phrase).

Ainsi, **seules les installations situées après le branchement** et sur la propriété du client peuvent être considérées comme relevant du domaine privé.

Il s'agirait donc de la limite entre la parcelle appartenant à un propriétaire privé et le mur de l'habitation traversé par le tuyau de fourniture d'eau connecté au compteur de la maison.

Les SIG ont par la suite déclaré qu'en 2020, la suppression des servitudes liées aux 85 km de conduites d'eau leur avait permis de **réaliser une économie** d'environ 550 000 francs. L'éventuelle évolution de ce montant n'a toutefois pas été rendue publique par les SIG. A ce jour, l'impact financier de ces 85 km de conduites se limite à leurs charges d'exploitation et à leur amortissement résiduel.

Par l'adoption de leur nouveau règlement, les SIG entendent opérer une distinction entre les propriétaires privés habitant le long d'un chemin privé et ceux le long d'une route publique ou d'un chemin public. Une telle distinction est arbitraire du moment que les propriétaires privés, qu'ils se situent sur un chemin public ou privé, paient le même tarif. Ces tarifs sont validés par le Conseil d'Etat selon l'article 38, lettre a LSIG.

Les SIG continuent de prélever le même montant à tous les propriétaires, lésant ceux se trouvant sur des chemins privés et dont ils ne souhaitent plus entretenir les conduites.

Les propriétaires privés sont ainsi contraints de payer les réparations et le maintien des conduites deux fois, la première moyennant le tarif officiel et la seconde par la facturation que les SIG comptent imposer en sus, soi-disant en raison de la radiation des servitudes.

Par ailleurs, les SIG n'ont pas l'autorité pour encaisser leurs frais auprès des propriétaires autrement qu'à travers la perception de taxes (article 47 alinéa 1 du règlement pour la fourniture de l'eau).

Il convient donc d'interpeller le Conseil d'Etat sur les pratiques malhonnêtes et trompeuses des SIG dans le prélèvement des taxes auprès des propriétaires privés mais aussi quant à leur devoir d'entretien des conduites d'eau.

Au vu de ces explications, les auteurs vous remercient, Mesdames et Messieurs les députés, de réserver un accueil favorable à la présente proposition de motion.